

PROJET/DRAFT

Minutes of the Annual General Meeting of the APRUO, May 20, 2010 Procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'APRUO du 20 mai 2010

1. **L'ouverture de l'assemblée** à 13 h 35, 66 membres sont présents. Le quorum est de 25.
2. **The agenda is approved** by John Trent and seconded by Monique Lortie-Lussier. Approved unanimously.
3. Léo Benoiton presented the names of the following colleagues who passed away since the last Annual Meeting. This was followed by a minute of silence in their honour.

THIBAUT, Jean	Bibliothèque	Le 26 mai, 2009
LALONDE, Aurèle	Éducation	Le 23 juin, 2009
IRVINE, Alan	Medicine (Urology)	June 25, 2009
McKENNA, Isobel	Arts (English)	July 6, 2009
CHAGNON, Gilles	Sciences sociales	Le 16 juillet 2009
LAMONT, Campbell	Family Medicine	July 29, 2009
LAPLANTE, Paul-Émile	Éducation	Le 3 août, 2009
DRAY, William	Arts (Philosophy)	August 6, 2009
VOGELFANGER, Isaac	Medicine (Surgery)	August 20, 2009
SIM, Myre	Medicine	August 22, 2009
McINNIS, Charles	Social Sciences	September 13, 2009

THOMSON, Dorothy	Library	September 28, 2009
WATTERS, Robert	Social Sciences	October 19, 2009
McLEOD, John	Medicine (Respirology)	November 6, 2009
KURTZMAN, Joseph	Human kinetics	November 20, 2009
CREVIER, Marguerite	Bibliothèque	Le 27 novembre, 2009
KEYSERLINGK, Robert	Arts (History)	December 8, 2009
SEELY, John	Medicine (Nephrology)	December 18, 2009
DIONNE, René	Arts (Français)	Le 29 décembre, 2009
KRIEGER, Moshe	Engineering	January 14, 2010
PAGÉ, Norman	Arts (Études anciennes)	Le 14 janvier, 2010
STEENART, Willem	Engineering	January 17, 2010
WELLS, Colin	Arts (Classics)	March 12, 2010

4. Approbation du procès-verbal du 27 mai, 2009. Texte sur le site web à <http://www.uottawa.ca/associations/apruo>. Proposé par Hélène Dallaire et appuyé par M.LaFrance. Adopté à l'unanimité.

5. Suites au procès-verbal/matters arising from the minutes. Aucune.

6. Rapport du trésorier. George White soumet son rapport pour la période du 1^{er} mai 2009 au 30 avril 2010. Il nous fait remarquer que le rapport de 2010 est comparable à celui du 2009. Tous les rapports financiers se retrouvent sur le site web (voir les procès-verbaux des assemblées générales annuelles à compter de l'année 2000). Actuellement 414 membres ont payé leur cotisation pour 2009-2010. Sur proposition dûment appuyée, le rapport ci-dessous a été adopté à l'unanimité :

FINANCIAL REPORT
for the period 1 May 2009 - 30 April 2010

REVENUE

membership dues	\$10,901
interest	\$2,716
expense recovery	\$18
net revenue	\$13,635

EXPENSE

reproduction	\$3,483
AGM meeting and reception	\$1,601
supplies	\$347
bank charges	\$3
CURAC dues and meeting	\$1,680
mailings	\$1,937
expenses for services	\$1,104
administration	\$85
APRUO scholarship endowment	\$1,000
net expense	\$11,239

Excess of revenue over expense	\$2,396
--------------------------------	---------

ASSETS (as of April 30)

chequing acct at TD Canada Trust	\$3,059
acct at ING DIRECT	\$4,102
GICs	\$50,000

Total Assets	\$57,161
---------------------	-----------------

LIABILITIES (as of April 30)

accounts payable	\$1,245
------------------	---------

Total liabilities	\$1,245
--------------------------	----------------

Excess of total assets over total liabilities

\$55,917

7. Status, Pension Fund / État, Caisse de retraite. Viateur Bergeron nous présente Michel Bédard, actuaire, FICA. Based on a rigorous study, Michel Bédard states that the recalculated surplus of 82 million dollars at January 1, 2006 would have allowed the UO to make the third payment, especially as it would have been combined with 34 million from indirect contribution holidays. He added that these indirect contribution holidays taken pre-2007 were based on a dubious valuation methodology. A heated discussion ensued during which Maurice Jetté proposes, and it was unanimously approved, that we move to item 10 on our agenda and vote on the two resolutions under discussion which were mailed to 625 retired professors on May 6, 2010 and are the following:

8. THE TWO RESOLUTIONS:

A) To ensure a secure and transparent management of the Pension Plan

Hélène Dallaire et Jean-Marie Joly proposent certaines modifications de forme e.g., qu'on remplace bonne par «sécuritaire et transparente». Ces changements ont été acceptés par Maurice Jetté qui a proposé l'adoption de la résolution et Louis-Gabriel Bordeleau, qui l'a appuyée. **La résolution amendée est adoptée à l'unanimité.**

Conclusion of this resolution:

In summary, we are in need of a system that allows each member of the committee to understand the data presented, to foresee their consequences and to exercise the right to affect an increase in the credibility of the administrators and in the confidence of those being administrated.

IN CONSEQUENCE, it is moved by Maurice Jetté and seconded by Louis-Gabriel Bordeleau

That measures be taken by the Pension Plan Committee and other parties responsible for the management of the University's Pension Plan. That, to this end, a committee be constituted with representatives of each group sitting at the Pension Plan Committee. The said committee shall analyze the current situation as described above and propose solutions to all parties involved to ensure a secure and transparent management of the Pension Plan. Adopted unanimously.

(Complete texts below, French, p4, English, p8)

B) Résolution réclamant le paiement du 3e versement promis

L'adoption de la résolution est proposée par André Vachet et appuyée par Léo Benoiton. Adoptée, avec une abstention de la part de John Gardner qui demande que son abstention et son nom soient notés au procès-verbal.

Conclusion de cette résolution:

En conclusion, voici le résultat, pour nous les retraités et les employés, de l'administration de notre régime de retraite qui a profité à l'employeur :

« De 1998 à 2008, les retraités ont reçu 27 millions de dollars du régime de retraite à titre de remboursements (en 1999, 2001 et 2003), les employés ont reçu 51 millions de dollars à titre soit de remboursements, soit de congés de cotisation, tandis que l'employeur a bénéficié de 117 millions de dollars en congés ou en réductions de cotisation.»

À vous d'en juger. Quant à nous, nous formulons les demandes suivantes :

L'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa demande que les fiduciaires agissent selon les principes de justice fondamentale et d'équité. Que les administrateurs prennent rapidement les moyens pour établir les sommes à verser à chaque personne qui a droit à un montant relatif au 3e versement. Que l'Université d'Ottawa s'engage à effectuer le paiement dans un délai raisonnable.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par André Vachet et appuyé par Léo Benoiton

Que la présente résolution soit adoptée et qu'elle soit portée à la connaissance des fiduciaires, (les membres du Bureau des gouverneurs), des actuaires, des vérificateurs du régime de retraite et des membres du Comité de pension de l'Université d'Ottawa et à toute personne intéressée, en leur demandant d'y donner suite.

Résolution adoptée par tous, sauf John Gardner qui a requis que son abstention et son nom soient notés au procès-verbal.

(Textes complets, ci-dessous, Français, p.5 , Anglais, p.9)

VIATEUR.BERGERON REMERCIE TOUT LE MONDE POUR CE VOTE DE CONFIANCE.

9. **Elections / élections.** The chair of the elections committee, Maurice Jetté, states that no other nominations were received for the three vacancies. Thus André Vachet, François Gallays et Louis-Gabriel.Bordeleau accept to serve an additional 3 year mandate.

10. **Fonds de la bourse d'études.** En l'absence de François Gallays qui assistait le jour même au congrès de l'ARUCC (Association de retraités des universités et collèges du Canada) à l'Université York et qui nous présentera un rapport à son retour, Léo Benoiton nous

présente un tableau de l'état actuel des fonds de bourse et nous annonce le récipient de cette année : Caroline Ranger.

11. **Paiement du 3^e versement** aux employés, retraités, différés et héritiers des personnes éligibles décédées et gestion sécuritaire et transparente du fonds du régime de retraite. Voir les résolutions adoptées à l'article 8, ci-dessus.

12. **Persons willing to serve** on the Administrative Committee of the APRUO are requested to give their name to the President.

13. **Pension Committee Meeting.** En ce qui concerne la réunion de comité de pension, Viateur Bergeron nous rappelle qu'elle est fixée au 4 juin prochain. At the support staff Annual General Meeting (May 19, 2010) Claude Dufresne, was elected to serve on this Committee. Maurice Jetté proposes that Viateur Bergeron continue to represent the retired professors of the University of Ottawa on this Committee. Danièle Letocha seconds this proposition, which was approved unanimously.

14. **CURAC/ARUCC** (College and University Retiree Associations of Canada / Association de retraités des universités et collèges du Canada).

François Gallays is representing the APRUO at their Annual General Meeting in Toronto for 3 days, May 18, 19, 20.

15. **Divers** Léo Benoiton presents information including conditions to participate in Canadian Driving Research Initiative for vehicular safety in the elderly. All interested parties are encouraged to participate.

16. **Ajournement** à 15 h 35 et la réunion fut suivie d'une **réception**.

Patricia M. Raymond, secrétaire ad hoc

Viateur Bergeron, président

Textes complets des résolutions en français et en anglais ci-dessous.

Full texts of the resolutions in French and in [English](#), below.

APRUO

Une gestion du régime de retraite sécuritaire et transparente

2010

Selon la procédure habituelle, les documents nous sont remis, au Comité de pension, alors que nous sommes en pleine réunion, soit au moment même où nous devons approuver le rapport des actuaires et en recommander, ... sans avoir eu le temps d'y réfléchir et de l'analyser comme il se doit..., l'adoption par le Bureau des gouverneurs. Par la suite, l'évaluation actuarielle recommandée par le Comité de pension est soumise au Comité exécutif du Bureau des gouverneurs et au Bureau lui-même. En 2007, le rapport sous la forme *Power Point* a été soumis au Comité de pension le 11 juin 2007 et a été approuvé le 25 juin 2007, par le Bureau des gouverneurs. Par ailleurs, le rapport signé le 26 juillet 2007 contredisant la présentation *Power Point*, a été soumis à la Direction des régimes de retraite de la Commission des services financiers de l'Ontario, ainsi qu'à l'Agence de revenu du Canada, et ce à une date postérieure au 26 juillet 2007.

Le texte complet et dûment signé de tous les documents devraient parvenir aux membres du Comité de pension plusieurs jours avant chaque réunion. Les membres du Comité auraient ainsi la possibilité d'examiner ces documents avant d'être appelés à en discuter ou en décider. Enfin, les membres du Comité devraient être autorisés ou informés à l'effet qu'ils peuvent poser des questions à toutes les personnes qui peuvent les éclairer sur les sujets qui seront discutés et sans avoir à demander la permission. Les rapports des cadres devraient être envoyés à l'avance avec la possibilité de vérifier certaines données, s'il y a lieu. En terminant, je crois que les membres du Comité de pension devraient recevoir rapidement le procès-verbal qui suit une réunion.

En résumé, nous avons besoin d'un système qui permette à chaque membre du Comité de comprendre les données soumises, de prévoir leurs conséquences et d'exercer un droit de vote éclairé. Tout cela est possible, utile, transparent et aurait comme effet d'améliorer la crédibilité des administrateurs et la confiance des administrés.

En conséquence, il est proposé par Maurice Jetté et appuyé par Louis-Gabriel Bordeleau :

Que des mesures soient prises par le Comité de pension et autres instances qui ont un rôle à jouer dans la gestion du régime de retraite. Qu'à cette fin un comité soit composé d'un représentant de chaque groupe représenté au Comité de pension. Ce comité dressera un tableau de la situation et proposera des solutions utiles à l'ensemble des parties impliquées pour assurer une gestion du régime de retraite sécuritaire et transparente.

Adopté à l'unanimité

APRUO

RÉSOLUTION RÉCLAMANT LE PAIEMENT DU 3^e VERSEMENT PROMIS

Assemblée générale annuelle, 20

mai 2010

Nous réclamons le paiement du 3^e versement promis qui doit être fait à toutes les personnes qui ont reçu les 1^{er} et 2^e versements payés en un seul montant en 2003. Le montant dû est important pour tous et particulièrement pour ceux et celles qui ont une petite pension. Chaque personne doit recevoir un montant équivalent à 50% du montant reçu en 2003 plus les intérêts applicables. Vous pouvez donc faire le calcul de la somme qui vous revient et vous comprendrez l'importance de la démarche.

Les motifs et les justifications de cette réclamation vous ont été fournis dans les documents suivants : Les résolutions de 2009 et de 2008 que vous pouvez consulter sur notre site Web : <http://www.uottawa.ca/associations/apruo/>

- Les documents que nous vous avons transmis le 24 mars 2010.

Ces documents sont fondés sur les renseignements contenus dans les documents de l'employeur. Ils n'ont pas été contredits par les administrateurs du régime de retraite. Ces derniers répètent que les conditions qu'ils avaient décrétées ont été respectées. Nous avons nié cette affirmation, preuves à l'appui, dans nos documents. Nous avons démontré que les conditions de la résolution du 24 juillet 2000, n'ont pas été respectées par l'employeur lui-même.

Il est important de rappeler la résolution du Bureau des gouverneurs qui adoptait la réforme. Il importe d'en citer un extrait important. En bref, nous devons obéir et consentir aux conditions imposées, sinon nous risquions de perdre le peu qu'ils voulaient bien nous accorder. Voici l'extrait du texte contenant les conditions et les sanctions:

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU BUREAU DES GOUVERNEURS RÉUNION DU 24 JUILLET 2000

“an agreement must be struck with the APUO on how to apply Appendix F of the Collective Agreement to the use by the employer of non-allocated reserves;

- the APUO must inform the employer of the results of its member consultations and must confirm that it indeed supports the Reform;
- the APRUO must inform the employer of the results of its member consultations and must confirm that it indeed supports the Reform;
- the AEUO must inform the employer of the results of its member consultations (if applicable) and must confirm that it indeed supports the Reform;

- In the event that
 - there is a threat of grievance
 - a grievance is lodged
 - there is a threat of litigation
 - documents are filed to initiate litigation before a tribunal of competent jurisdiction
 - an appeal is made to a government agency or other whose approval is required,

whether the action or proceeding is individual or collective,

and the Board of Governors is of the opinion that such event merits the suspension of the implementation of the Pension Plan Reform, then the Board reserves the right to suspend the Reform or to terminate its implementation.”

En avril 2004, sept membres du conseil d'administration rencontraient le Recteur qui nous déclara que l'employeur ne voulait rien donner aux retraités. Si un montant nous avait été attribué, c'est que les administrateurs avaient eu peur de la révolte que nos contestations alimentaient, autrement nous n'aurions rien eu. Il nous prévenait que les nouveaux administrateurs étaient moins peureux et que si c'était à refaire, nous ne recevions rien. La suite des événements nous démontrent que ces propos étaient sérieux, car le 3e versement n'a pas été fait en 2006 et lors du congé de contribution de 2007, les retraités n'ont rien reçu. Cette façon d'administrer est difficile à qualifier. La conclusion est à vous.

Les informations que nous avons fournies le 24 mars sont importantes et nous attirons votre attention sur les extraits suivants tirés du **Sommaire de la situation financière du régime de retraite** :

« 3) L'employeur a continué de bénéficier de congés et de réductions de cotisation même pendant la période de 2003 à 2006, pour un montant estimé à 22 millions de dollars, malgré que les surplus s'étaient évaporés dès le début de 2003».

22 millions de dollars, un montant suffisant pour payer le 3e versement en 2006.

« 5) L'employeur s'est en plus prévalu d'un congé de cotisation d'une valeur de 15 millions de dollars en 2007 (également inclus dans l'estimé de 117 millions), bien que la Loi sur l'impôt lui aurait permis d'effectuer le plein versement.»

Rappelons-nous que l'employeur doit contribuer au régime de retraite chaque année à moins que la loi lui interdise formellement de le faire. Autrement sa contribution est prise à même le

Fonds du régime de retraite qui appartient aux retraités et aux employés. L'employeur s'est attribué, en 2007, le bénéfice au lieu de payer le 3e versement aux personnes à qui il l'avait promis.

« 6) La caisse du régime de retraite affichait un surplus apparent de 6 millions de dollars au 1er janvier 2006. Ce surplus a été jugé insuffisant pour autoriser le 3e versement promis aux retraités lors de la réforme de 2000. Mais on doit faire deux constats à cet égard :

(i) il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle officielle à cette date, seule une présentation Powerpoint attestait cette situation ;

Cette absence de rapport actuariel a été confirmée par la personne responsable de notre régime de retraite à Toronto.

(ii) selon les bases d'évaluation révisées (et mises en œuvre par les nouveaux actuaires pour l'évaluation actuarielle au 1er janvier 2007), la caisse du régime de retraite aurait eu un surplus de 82 millions de dollars au 1er janvier 2006. Un tel surplus aurait justifié en tout ou en partie le 3e versement aux retraités et aux employés (selon les listes de 1998), en particulier si y on ajoute une partie des congés ou des réductions de cotisation déjà indiqués.»

Le paiement du 3e versement aurait pu être fait en 2006.

« On peut aussi souligner les informations suivantes contenues dans le rapport de l'actuaire :

1) La valeur moyenne du compte de chaque retraité a atteint 347 mille dollars au 1er janvier 2009, contre 192 mille dollars attribuable au compte de chaque employé actif.

2) La part des obligations du régime attribuable aux retraités s'établissait à 46 % du total au 1er janvier 2009 (560 millions de dollars « appartenant » aux retraités, contre des obligations globales de 1,2 milliard de dollars, pour les employés et les retraités). La part relative des retraités est en progression régulière depuis 2003, alors qu'elle s'établissait à 40 % »

Le Fonds du régime de retraite appartient aux retraités et aux employés pour la part de leurs contributions respectives.

En conclusion, voici le résultat, pour nous les retraités et les employés, de l'administration de notre régime de retraite qui a profité à l'employeur :

« 3) De 1998 à 2008, les retraités ont reçu 27 millions de dollars du régime de retraite à titre de remboursements (en 1999, 2001 et 2003), les employés ont reçu 51 millions de dollars à titre soit de remboursements, soit de congés de cotisation, tandis que l'employeur a bénéficié de 117 millions de dollars en congés ou en réductions de cotisation.»

À vous d'en juger. Quant à nous, nous formulons les demandes suivantes :

L'Association des professeurs retraités de l'Université d'Ottawa demande que les fiduciaires agissent selon les principes de justice fondamentale et d'équité. Que les administrateurs prennent rapidement les moyens pour établir les sommes à verser à chaque personne qui a droit à un montant relatif au 3e versement. Que l'Université d'Ottawa s'engage à effectuer le paiement dans un délai raisonnable.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par André Vachet et appuyé par Léo Benoiton

Que la présente résolution soit adoptée et qu'elle soit portée à la connaissance des fiduciaires, (les membres du Bureau des gouverneurs), des actuaires, des vérificateurs du régime de retraite et des membres du comité de pension de l'Université d'Ottawa et à toute personne intéressées, en leur demandant d'y donner suite.

Résolution adoptée par tous, sauf John Gardner qui a requis que son abstention et son nom soient notés.

APRUO

To ensure a secure and transparent management of the Pension Plan

Annual General Meeting, 20 may 2010

The usual practice at the University's Pension Plan Committee is to distribute the documents in the midst of the meeting at the moment when we are asked to approve the report and to recommend ... without having time to think about it or analyse the data as should be ... its adoption by the Board of Governors. Following this, the actuarial evaluation recommended by the Pension Committee is submitted to the Executive Committee of the Board of Governors and to the Board itself. In 2007, the report was in the form of a Power Point presentation and was submitted to the Pension Plan Committee on June 11, 2007 and was approved by the Board of Governors on June 25, 2007. On the other hand, the report signed on July 26, 2007 contradicted the Power Point presentation and was submitted to the Pension Officer of the Financial Services Commission of Ontario as well as Canada Revenue Agency, and this at a date subsequent to July 26, 2007.

The complete text of all documents duly signed should be made available to all members of the Committee several days before each meeting. The committee members would then have the opportunity to examine these documents before being asked to discuss or decide upon them. Finally, the members of the Committee should be authorized or informed that they may ask questions of any one who can clarify the subjects that will be discussed without having to ask permission to do so. The reports from different units should be distributed in advance so that the

data can be verified if necessary. In conclusion, I also believe that the members of the Pension Plan Committee should receive the minutes of a meeting shortly after the meeting. .

In summary, we are in need of a system that allows each member of the committee to understand the data presented, to foresee their consequences and to exercise the right to an enlightened vote. All of this is possible, useful and transparent and will have as effect an increase in the credibility of the administrators and in the confidence of those being administrated.

IN CONSEQUENCE, it is moved by Maurice Jetté and seconded by Louis-Gabriel Bordeleau

That measures be taken by the Pension Plan Committee and other parties responsible for the management of the University's Pension Plan. That, to this end, a committee be constituted with representatives of each group sitting at the Pension Plan Committee. The said committee shall analyze the current situation as described above and propose solutions to all parties involved in order to ensure a secure and transparent management of the Pension Plan. Adopted unanimously

APRUO

APRUO RESOLUTION CLAIMING PAYMENT OF THE 3RD INSTALLMENT THAT WAS PROMISED

Annual General Meeting, May 20, 2010

We claim payment of the 3rd instalment promised which must be made to everyone who received the 1st and 2nd instalments paid together in 2003. The amount due is important for everyone and particularly for those who receive a small pension. Each person must receive a sum equal to 50% of the amount received in 2003 plus applicable interest. You can thus make the calculation of what is owed to you and understand the importance of this initiative.

The motive and justification for this claim are provided by the following documents:

- The resolutions of 2009 and 2008 which you can read on our Web site : <http://www.uottawa.ca/associations/apruo/>
- The documents that we transmitted on March 24th 2010.

The documents are based on information contained in documents from the employer; they have not been contradicted by the administrators of the Pension Plan. The latter repeat that the conditions that they had enacted were respected. We have rejected this affirmation, as proven in our documents. We have shown that the conditions in the resolution of July 24, 2000, were not respected by the employer.

It is important to remember the resolution of the Bureau of Governors that adopted the reform. One has only to cite an important extract. In short, we must obey and consent to the conditions imposed, if not we risk losing the small amount that they wanted to grant us. Herewith the extract of the text containing the conditions and sanctions:

EXTRACT FROM THE MINUTES OF THE JULY 24, 2000 MEETING OF THE BOARD OF GOVERNORS

“an agreement must be struck with the APUO on how to apply Appendix F of the Collective Agreement to the use by the employer of non-allocated reserves;

- the APUO must inform the employer of the results of its member consultations and must confirm that it indeed supports the Reform;
- the APRUO must inform the employer of the results of its member consultations and must confirm that it indeed supports the Reform;
- the AEUO must inform the employer of the results of its member consultations (if applicable) and must confirm that it indeed supports the Reform;
- In the event that
 - there is a threat of grievance
 - a grievance is lodged
 - there is a threat of litigation
 - documents are filed to initiate litigation before a tribunal of competent jurisdiction
 - an appeal is made to a government agency or other whose approval is required,

whether the action or proceeding is individual or collective,

and the Board of Governors is of the opinion that such event merits the suspension of the implementation of the Pension Plan Reform, then the Board reserves the right to suspend the Reform or to terminate its implementation.”

In April 2004, seven members of the Administrative Council met with the Rector who declared that the employer wanted to give nothing to the retirees. If a sum had been attributed to us it was because the administrators feared the revolt that our contentions nourished, otherwise we would have received nothing. He warned us that the new administrators were less scared and if it had to be redone, we would have received nothing. What has followed demonstrates to us that these remarks were serious since the third instalment was not paid in 2006 and the retirees received nothing when there was a contribution holiday in 2007. It is difficult to comment on this type of administrating. The conclusion is up to you.

The information that we provided on March 24 is important and we draw your attention to the following extracts taken from the **Summary of the financial status of the Pension Plan:**

« 3) Though surpluses had all but disappeared by the beginning of 2003, the employer continued to draw contribution holidays and reductions during that year and up to 2006, for an estimated amount of \$22 million. »

22 million dollars, a sum sufficient to pay the 3rd installment.

« 5) Another part of the employer's contribution holidays came from a \$15 million rebate taken in 2007, even though the Income tax Act would have allowed full contributions. »

Remember that the employer must contribute to the pension plan each month unless the law formally forbids it. Otherwise, what it does not contribute is a withdrawal from the Pension Plan which belongs to the retirees and employees. The employer took the benefit in 2007 instead of paying the 3rd installment to whom they had promised it.

« 6) The pension fund posted an apparent surplus of only \$6 million on Jan. 1, 2006. That surplus was deemed too low to pay the third instalment promised to retirees (and employees) in the 2000 Reform. Two points are worth mentioning here:

(i) there was no official actuarial evaluation at Jan. 1, 2006, only a Powerpoint presentation to support the employer's position;

The absence of the actuarial report was confirmed by the person responsible for our Pension Plan in Toronto .

(ii) according to the revised evaluation bases (as implemented by the new actuaries at Jan. 1, 2007), the pension fund would have had a surplus of \$82 million on Jan. 1, 2006. That would have been enough to pay in full or in part the third instalment to retirees and employees (both based on the 1998 listings), especially if any part of the above noted contribution holidays was added in. »

Payment of the 3rd installment could have been done in 2006.

« The following additional information is contained in the actuary's report:

1) *The average value of the retiree accounts held by the pension fund was \$347 thousand at 1-1-2009, compared to an average of \$192 thousand for active employees.*

2) *The share of the pension plan's assets held on account of retiree pensions was 46% of the plan's total assets on 1-1-2009 (\$560 million attributed to retiree pensions, out of the plan's total obligations of \$1.2 billion). That share has been on an uptrend since 2003, when it stood at around 40%. »*

The funds of the Pension Plan belong to the retirees and employees the relative amounts depending on their respective contributions.

In conclusion, herewith the result, for us the retirees and employees, the benefit enjoyed by the employer from the administration of the pension plan:

« 3) From 1998 to 2008, retirees were granted \$27 million from the pension fund on account of contribution refunds (in 1999, 2001 and 2003), employees were granted \$51 million either on account of contribution holidays or refunds, and the employer was granted contribution holidays and reductions of \$117 million.»

It is up to you to judge. As for us we formulate the following requests:

The Association of Professors Retired from the University of Ottawa request that the fiduciaries act according to the fundamental principles of justice and equity. That the administrators act quickly to establish the sums to be paid to each person to whom a 3rd payment is due. That the University of Ottawa pledges to effect the payment within a reasonable time.

IN CONSEQUENCE, it is proposed by André Vachet and seconded by Léo Benoiton

That the present resolution be adopted and that it be brought to the attention of the fiduciaries, (the members of the Board of Governors), the actuaries, the examiners or checkers of the Pension Plan, the members of the pension plan committee of the University of Ottawa, and all persons interested and that they give it appropriate attention.

Resolution adopted, all in favour except John Gardner who requested that his abstention and his name be mentioned in the minutes.